



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Interdépartementale Anjou Maine

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 14 mai 2025

Pôle Carrières et Matériaux  
Rue du Cul d'Anon  
BP80145  
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

**Visite d'inspection du 30/04/2025**

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

**ANJOU TRAVAUX PUBLICS**

17 RUE DE LA MAIRIE  
49700 Brossay

**Références :** 2025-218\_INSP\_RAP\_SB\_ATP (carrière)  
**Code AIOT :** 0006300307

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2025 dans l'établissement ANJOU TRAVAUX PUBLICS implanté Les petits coteaux de Saint Eloi 49260 Montreuil-Bellay. L'inspection a été annoncée le 27/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ANJOU TRAVAUX PUBLICS
- Les petits coteaux de Saint Eloi 49260 Montreuil-Bellay
- Code AIOT : 0006300307
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une carrière de calcaire relativement modeste en termes de surface (10 ha 90 a 31 ca dont 5 ha 47 a 35 ca d'extraction) et de production maximale (25 000 t/an) autorisée. La carrière a été autorisée en juin 2006 pour 26 ans et comporte 2 secteurs distincts voisins mais non contigus.

Les matériaux sont extraits à la pelle mécanique (sans utilisation d'explosifs) puis sont concassés/criblés sur le site. La société utilise ces matériaux pour les terrassements et le remblaiement de tranchées. La remise en état de la carrière prévoit le remblaiement de l'excavation avec des matériaux inertes extérieurs pour une utilisation future agricole des terrains.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Durée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 29/06/2006, article 2.3	Demande d'action corrective	3 mois
3	Emprise d'extraction	Arrêté Préfectoral du 29/06/2006, article 3.1.2 (modifié)	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	Plans	Arrêté Préfectoral du 29/06/2006, article 2.6 et 3.2.4	Demande d'action corrective	15 jours
6	Modalités d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/06/2006, article 3.4.5; 3.4.6 et 3.4.7	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Garanties financières (actualisation)	Arrêté Préfectoral du 29/06/2006, article 6.3 et 6.4	Demande d'action corrective	1 mois
8	Clôture et portail	Arrêté Préfectoral du 29/06/2006, article 2.6 et 3.2.4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 29/06/2006, article 1	Sans objet
5	Phasage	Arrêté Préfectoral du 29/06/2006, article 3.4.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La remise en état du premier secteur d'exploitation n'est pas achevée et est donc très en retard par rapport à ce qui était envisagé (prévue en 2017).

L'exploitation du secteur nord-ouest se poursuit, le concasseur-mobile du site est mis à contribution pour le recyclage de déchets du BTP provenant d'un site contigu (relevant du régime déclaratif depuis 2008). Des matériaux relatifs à cette activité sont également entreposés dans ce secteur de la carrière.

Quelques aspects nécessitent des justificatifs et/ou actions de la part de l'exploitant pour une appréciation pertinente de la conformité (notamment un plan d'exploitation actualisé).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2006, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> La SARL Anjou Travaux Public, dont le siège social est 17 rue de la mairie à Brossay (49700), est autorisée à exploiter, à ciel ouvert, sur la partie de l'emprise sollicitée définie à l'article 3, une carrière de calcaire au lieu-dit « Les Petits Coteaux de Saint Eloi » sur le territoire de la commune de Montreuil Bellay La carrière est visée par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : - Rubrique 2510-1 (A) - Exploitation de carrière <ul style="list-style-type: none"><li>• Superficie totale : 10 ha 90 a 31 ca</li><li>• Superficie extraction : 5 ha 47 a 35 ca</li><li>• Production annuelle : moyenne :12 500 tonnes - maximale : 25 000 tonnes</li></ul> - Rubrique 2515-1 (A) - Broyage, concassage, criblage,... <ul style="list-style-type: none"><li>• Puissance maximale installée : 250 kW</li></ul>
<b>Constats :</b> Au sein de la carrière : L'activité d'extraction relevant de la rubrique 2510-1, sous le régime de l'autorisation, se poursuit. L'activité de concassage criblage au moyen d'un concasseur mobile d'une puissance de 224 W, relevant donc du régime de l'enregistrement de la rubrique 2515-1-a) se poursuit également. Pour mémoire, le décret 2018-458 a supprimé de régime de l'autorisation pour cette rubrique, les installations anciennement autorisées de plus de 200 kW sont de fait reclassées sous le régime de l'enregistrement. L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant qu'il doit satisfaire aux dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Dans la partie nord-est, des apports de matériaux de remblais sont présents dans l'excavation, sur le carreau de la carrière. On trouve également des matériaux produits sur le site, issus de la carrière,

en attente d'évacuation.

Sont également présents des matériaux de négoce dans des cases dédiées et, des matériaux destinés à l'activité de recyclage, sur une surface totale estimée à moins de 5000 m<sup>2</sup>.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Durée de l'autorisation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/06/2006, article 2.3

**Thème(s) :** Situation administrative, Durée relative à la première zone d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

[...]

La durée de l'exploitation définie de la première zone d'exploitation définie par les parcelles 40, 41, 42, 43, 45 et 46 est limitée à 10 ans.

[...]

**Constats :**

D'après les indications de l'exploitant, il n'y a plus d'extraction de matériaux sur cette zone depuis 2007. L'emprise concernée est en grande partie remblayée mais la remise en état agricole n'est pas encore achevée. Rappelons que le plan de phasage d'exploitation figurant dans la demande d'autorisation d'exploiter prévoit que les parcelles 42, 43, 45 et 46 soient remise en état en 2007 et les parcelles 40 et 41 en 2017.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit procéder à la finalisation de la remise en état de la première zone d'exploitation définie par les parcelles 40, 41, 42, 43, 45 et 46. La remise en état doit satisfaire aux principes de profil présenté dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 3 : Emprise d'extraction

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/06/2006, article 3.1.2 (modifié)

**Thème(s) :** Situation administrative, Surface d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

L'extraction des matériaux ne peut être réalisée que dans l'emprise définie en partie par les parcelles n° 40, 41, 42, 43, 45, 46, 49 section YD ainsi que n°59 et 60 section YH du plan cadastral pour une surface globale de 5 ha 47 a 35 ca.

La carrière est répartie en 2 zones d'exploitation :

- la première zone d'exploitation est définie par les parcelles 40, 41, 42, 43, 45, 46

- la deuxième zone d'exploitation est définie par les parcelles 49, 59 et 60

**Constats :**

Il n'y a pas d'activité d'extraction dans la première zone d'exploitation définie par les parcelles 40, 41, 42, 43, 45, 46.

L'activité d'extraction se poursuit dans la deuxième zone d'exploitation définie par les parcelles 000 YD n°49 et 000 YH 59 et 60. L'emprise totale de ces parcelles est de 55 654 m<sup>2</sup>.

Selon les éléments du plan de phasage d'exploitation annexé à l'autorisation d'exploiter, sur ces parcelles, l'emprise exploitable est de 36 142 m<sup>2</sup>.

Après la visite, l'inspection des installations classées a fait une estimation de la surface d'extraction réalisée dans la deuxième zone d'exploitation sur le site [geoportail.gouv.fr](http://geoportail.gouv.fr). Cette surface serait de l'ordre de 34 810 m<sup>2</sup> et donc conforme.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit justifier la surface d'extraction des matériaux sur son site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

#### N° 4 : Plans

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/06/2006, article 2.6 et 3.2.4

**Thème(s) :** Situation administrative, Plans

**Prescription contrôlée :**

2.6 - Un plan à une échelle minimale de 1/2500<sup>ème</sup> doit être en permanence disponible au siège de l'entreprise. Il doit indiquer les limites du périmètre autorisé, l'emplacement des bornes, les abords dans un rayon de 50 mètres, les parois et fronts de taille, les cotes des différents niveaux d'exploitation définies en niveau NGF, les zones remises en état. Ce plan doit être mis à jour tous les ans.

3.2.4- [...]

Ce plan est disponible en permanence au siège de l'entreprise ; un exemplaire est adressé à l'inspecteur des installations classées. Les bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

**Constats :**

L'exploitant a communiqué un plan à une échelle 1/2500<sup>ème</sup> lors de l'inspection. Ce plan n'indique pas les limites du périmètre autorisé (qui correspondent toutefois aux limites parcellaires indiquées sur le plan).

Le plan précise l'emplacement des bornes et les abords dans un rayon de 50 mètres (sauf sur un secteur où se trouve un cartouche).

Les parois et fronts de taille apparaissent sur le plan mais pas les cotes des différents niveaux d'exploitation définies en niveau NGF.

Au niveau du secteur correspondant à la première zone d'exploitation, il est indiqué « *Exploitation sur les années 2004-2006 et remise en état à l'échéance 2007* » bien que la remise en état ne soit pas achevée. Aucune date de mise à jour ne figure sur ce plan.

L'inspection des installations classées note que l'échelle 1/2500<sup>ème</sup> est minimale et peu adaptée. Un plan à une échelle 1/500<sup>ème</sup> serait souhaitable.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit communiquer un plan de la carrière, actualisé et daté, à une échelle adaptée, faisant apparaître les éléments prescrits.

La surface et la nature des différents stocks de matériaux pourront utilement être précisées sur ce plan, ainsi que la surface d'extraction.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours

#### N° 5 : Phasage

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/06/2006, article 3.4.1

**Thème(s) :** Autre, Phasage d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

La deuxième zone d'exploitation ne peut débuter qu'après la fin d'exploitation de la première zone (les zones sont définies par l'article 3.1.2)

**Constats :**

L'exploitation de la deuxième zone d'exploitation est bien consécutive à l'exploitation de la première zone.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 6 : Modalités d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2006, article 3.4.5 ; 3.4.6 et 3.4.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Modalités d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> 3.4.5 L'extraction dans les zones inondables est interdite. 3.4.6 L'extraction est limitée en profondeur à la cote 33 m NGF. Dans tous les cas, elle est arrêtée à une profondeur telle qu'il subsiste toujours au moins 1 m de matériau non exploité au-dessus du niveau des plus hautes eaux de la nappe phréatique. 3.4.7 Les bords de l'excavation sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte la présente autorisation.
<b>Constats :</b> L'extraction constatée est hors des zones inondables. La cote de fond de l'extraction n'a pas pu être vérifiée sur le plan communiqué (cf. Point de contrôle n°4). Il n'a pas été constaté d'arrivée d'eau dans l'excavation (flaques d'eau néanmoins présentes). En l'absence de piézomètre de surveillance du niveau de la nappe (non prévu par l'autorisation d'exploiter), il n'a pas pu être confirmé que l'extraction est arrêtée à une profondeur telle qu'il subsiste toujours au moins 1 m de matériaux non exploités au-dessus du niveau des plus hautes eaux de la nappe phréatique. Les bords de l'excavation sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte la présente autorisation.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Comme précisé au point de contrôle n°4, l'exploitant doit communiquer un plan de la carrière, actualisé qui permettra de connaître la cote de fond de fouille. Il lui est demandé de justifier qu'il subsiste toujours au moins 1 m de matériaux non exploités au-dessus du niveau des plus hautes eaux de la nappe phréatique.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

## N° 7 : Garanties financières (actualisation)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2006, article 6.3 et 6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Garanties financières (actualisation)
<b>Prescription contrôlée :</b> 6.3 - Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 pendant la période de validité de l'autorisation, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation. L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. 6.4 - Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un acte de cautionnement valide. Le montant des garanties financières n'a toutefois pas été actualisé. Il est basé sur l'indice TP01 de novembre 2004 et ne tient pas compte du phasage réel d'exploitation (remise en état des phases 1 à 3 non terminée).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit actualiser le montant des garanties financières, compte tenu du dernier indice TP01 connu et de la situation effective du site. Les éléments de calcul actualisés et un acte de cautionnement à jour seront communiqués au préfet.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 8 : Clôture et portail

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2006, article 2.6 et 3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Clôture et portail
<b>Prescription contrôlée :</b> Les zones à exploiter sont entourées sur la totalité de leur périmètre, d'une clôture solide et efficace, régulièrement entretenue, complétée par une barrière ou un portail fermé après chaque période d'activité journalière de la carrière.
<b>Constats :</b> L'ensemble du site et des activités de l'exploitant se trouve entouré d'une clôture et l'accès dispose d'un portail. Il a été constaté que la clôture est détériorée à plusieurs emplacements (fils et/ou piquets absents). Le portail présent est ajouré et il est possible, pour une personne, de passer à travers.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit réparer la clôture autour du site et compléter son portail pour éviter plus efficacement les intrusions non-désirées au sein de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois